

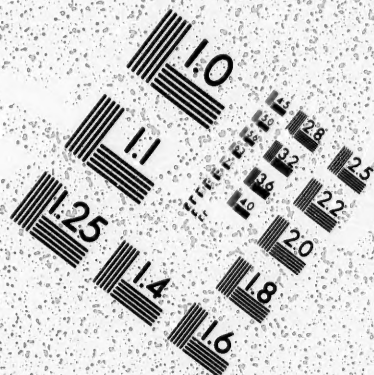
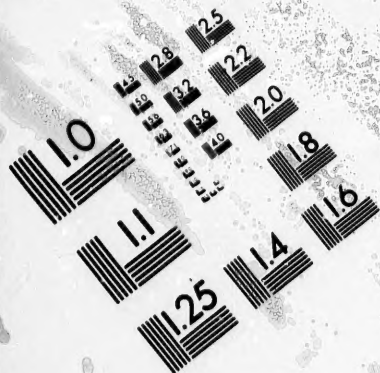
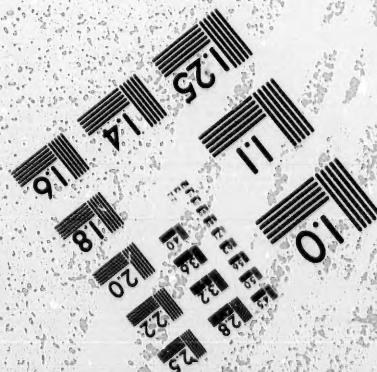
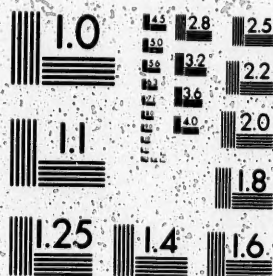


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



8-10-4
8-10-4
14-2-1
D-5
1-1

6-44c

ETUDE INCIDENTE

SUR LA

LOI CIVILE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

EN RAPPORT AVEC LA CONSTRUCTION, LES
RÉPARATIONS, ETC., DES

Eglises, Presbytères et autres Edifices

DÉPENDANT DES

FABRIQUES CATHOLIQUES

Avec commentaires sur son observation par la fabrique de la
paroisse de St. Pierre de Sorel,

PAR

J.-B. BROUSSEAU, avocat

SOREL, P. Q.



JUILLET 1888



ETUDE INCIDENTE

SUR LA

LOI CIVILE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

EN RAPPORT AVEC LA CONSTRUCTION, LES
RÉPARATIONS, ETC., DES

Eglises, Presbytères et autres Edifices

DÉPENDANT DES

FABRIQUES CATHOLIQUES

Avec commentaires sur son observation par la fabrique de la
paroisse de St. Pierre de Sorel,

PAR

J.-B. BROUSSEAU, avocat

SOREL, P. Q.



JUILLET 1888

DISCOURS

*adressé aux paroissiens de St-Pierre de Sorel, par J. B. BROUSSEAU,
Ecr., Avocat, à une assemblée générale de paroisse, tenue
dimanche le 22 juillet 1888, convoquée pour prendre en consi-
dération l'opportunité de capitaliser la dette de la Fabrique, au
montant de \$40,000.*

MESSIEURS LES PAROISSIENS DE SOREL,

La situation financière de la Fabrique de Sorel, qui vient de nous être exposée par M. le Curé, et qui nous avait été révélée il y a quelques semaines par Mgr l'Evêque de ce diocèse, est réellement grave, et mérite à juste titre d'occuper l'attention la plus sérieuse des paroissiens.

Jusqu'à aujourd'hui l'on aurait peut-être pu nous accuser d'apathie pour nos affaires de fabrique, mais, depuis que l'alarme nous a été donnée du haut de cette chaire, par le premier pasteur du diocèse, je constate avec plaisir qu'il s'est opéré un réveil complet et salutaire parmi la population de cette paroisse.

Cette apathie, ou cette répugnance à intervenir dans cette matière, est sans doute due à l'extrême délicatesse des rapports entre l'autorité ecclésiastique et l'autorité civile, qui existent nécessairement dans l'administration des affaires de fabrique.

Le respect et la vénération que nous, catholiques, professons pour nos curés, nous gênent, et nous empêchent même souvent, d'exprimer ce que nous pensons, et ce que nous aurions droit de dire.

Dans les matières d'*administration temporelle* des fabriques, l'Eglise, cependant, nous accorde la liberté d'exprimer notre opinion, et nous permet de discuter.

C'est notre Evêque qui, lors de sa dernière visite pastorale au sein de cette paroisse, nous a le premier recommandé d'aviser aux moyens de sortir des embarras financiers dans lesquels nous sommes plongés. C'est de la part de l'autorité ecclésiastique, c'est du haut de cette chaire, que nous avons été, pendant deux dimanches consécutifs, invités à assister à cette assemblée, pour y exprimer notre sentiment au sujet des importantes affaires qui viennent de nous être soumises.

Je ne crois donc pas faillir à mes devoirs sacrés de catholique, ni au respect profond que j'ai toujours professé à l'égard de notre C^u.^e, en différant d'opinion avec lui et avec le bureau de la fabrique qu'il dirige depuis 12 ans, en discutant sa proposition, en signalant les fautes d'administration dont cette fabrique pourrait être responsable, et même en allant jusqu'à *protester* contre certains procédés de la fabrique, que je considère avoir été adoptés en violation de la loi !

Et j'espère, tout en remplissant cette tâche délicate avec fermeté et énergie, pouvoir éviter toute expression irrespectueuse ; et s'il m'en échappait, dans l'entraînement du débat, je compte d'avance sur l'indulgence de mon auditoire pour me les pardonner et les oublier.

Ces préliminaires posés, voici la proposition que j'ai l'honneur de soumettre à la paroisse :

Je vous la lirai d'abord, et la commenterai ensuite :

MOTION.

“ Proposé par J. B. BRUSSEAU,

“ Secondé par MOÏSE BEAUCHEMIN,

“ Que la motion principale soit amendée, en retranchant tous les mots après le mot “ Que ” jusqu'à la fin d'icelle motion, et en les remplaçant par les suivants :—

“ Etant constaté :—

“ 1. Que, pendant les douze dernières années écoulées, de nouvelles dettes s'élevant collectivement à au delà de \$23,000, ont été contractées au nom de la Fabrique de cette paroisse, portant le chiffre total de la dette actuelle à au delà de \$39,000 ;

“ 2. Que les obligations ainsi assumées au nom de la dite fabrique excèdent ses moyens et ressources, et que ses revenus, tels

qu'administrés depuis quelques années, sont même insuffisants pour satisfaire au service annuel des intérêts ;

“ 3. Qu'une partie considérable de la dite dette a été contractée illégalement, et occasionnée par des travaux exécutés irrégulièrement, sans requête de la majorité des paroissiens franc-tenanciers, formalité préalable formellement requise par la loi civile de cette Province ;

“ Cette assemblée, sans pour le moment ratifier ni répudier la dite dette, ni aucune partie d'icelle, croit qu'il est de son devoir de PROTESTER contre l'état de chose ci-dessus exposé ;

“ Et que, de plus, pour aviser aux moyens les plus convenables de remédier au dit état de chose, et surtout d'en prévenir le retour, un comité soit formé, composé de messieurs :

CARILLE LABELLE,	JOSEPH HURTEAU,
CHS. H. BEAULIEU,	WILFRED L. M. DÉSY,
FRANÇOIS LABELLE,	LOUIS T. TREMPÉ,
LOUIS MANDEVILLE, marguillier,	ELIE SÉNÉCAL,
en charge,	L. Z. GAUTHIER,
DAVID LAVALLÉE,	FRANCIS PATENAUDE,
CHS. DAVELUY,	LÉON LEDUC,
L'HON. J. BTE. GUÉVREMONT,	JOSEPH DAUPHINAIS,
DR. PROVOST,	PIERRE RÉMI CHEVALIER,
JOSEPH A. PROULX,	CLÉMENT LÉVESQUE,
PIERRE BELLEFEUILLE,	NARCISSE CARPENTIER,
OLIVIER LESIEUR,	NARCISSE ROBIDOUX,
DAVID PAGÉ,	AMABLE LUSSIER,
EDOUARD CHAMPAGNE,	LOUIS BOIVIN,
JOHN MULLEN,	et des moteur et secondeur ;

“ Le dit comité chargé de s'enquérir des circonstances et de la légalité de chacun des items de la dite dette, des ressources et revenus de la fabrique, examiner les livres, registres et papiers, de se consulter à ces fins avec Mgr. l'Evêque du Diocèse, etc., etc., et finalement de faire rapport, avec telles suggestions qu'il croira opportunes ;

“ Et que cette assemblée, en conséquence, soit ajournée au premier dimanche d'octobre prochain, pour recevoir le dit rapport, et le discuter s'il y a lieu.

“ Et les dits moteur et secondeur soussignés, tous deux présents, paroissiens tenant feu et lieu et franc-tenanciers, et comme tels

ayant droit de voter à cette assemblée, demandent par les présentes que, au cas d'opposition ou division sur la motion ci-dessus, les voix soient enregistrées sur la question soumise, conformément aux Statuts Refondus du Bas-Canada, chapitre 18, section 45, sous-section 4.

" Sorel, 22 juillet 1888.

(Signé)

" J. B. BROUSSEAU,

" MOISE BEAUCHEMIN."

CONDITION FINANCIÈRE.

Par ma motion, messieurs, je constate d'abord trois faits, dont je tire ensuite la conclusion.

1o. L'état de notre dette qui, étant il y a douze ans, au départ du Révd. M. Millier, *d'environ* \$16,000, (les réticences de Mr le Curé sur ce point ne me permettent pas d'affirmer le chiffre exact) s'est progressivement accrue depuis, à au delà de \$39,000, faisant une augmentation moyenne d'à peu près \$2,000 par année ! Ce fait nous ayant été dénoncé par Mgr notre Evêque lui-même, je n'ai donc pas besoin d'insister sur son exactitude.

Sur ce point, cependant, je désire être bien compris ; je n'entends pas dire que les \$23,000 d'augmentation, dépensées sous l'administration du Révd. Messire Dupré, notre curé actuel, ont été gaspillées ou mal employées ; mais je dis que l'on est allé trop vite, et trop en grand, dans les améliorations que l'on a faites. Avec le revenu considérable de notre fabrique, \$7,000 par année, bien administré, il me semble qu'en douze ans, on eut pu économiser suffisamment pour accomplir les améliorations nécessaires, sans nous endetter davantage.

2o. La fabrique, en portant la dette au chiffre actuel, s'est enfoncée au delà de ses moyens et ressources, au point qu'elle ne peut plus même satisfaire au service annuel des intérêts, laissant pour ces dernières années un déficit assez important, qui doit sans doute grossir le montant de la capitalisation que Mr le Curé nous propose aujourd'hui, \$40,000.

Ce deuxième fait nous a encore été signalé par Sa Grandeur l'Evêque de St Hyacinthe, lors de sa récente visite pas-

torale au sein de cette paroisse. Il a même qualifié cet état de chose de " *déplorable* " et de " *voisin de la banqueroute*."

Donc, sur ce point encore, pas de contestation possible ; j'en ai pour preuve la parole de notre Evêque.

QUESTION LÉGALE.

30. J'affirme qu'une partie considérable de cette dette (je pourrais peut-être dire les trois quarts) a été contractée *illégalement*, parceque les travaux qui l'ont occasionnée ont été exécutés sans requête préalable signée par la majorité des paroissiens franc-tenanciers. Cette formalité est formellement prescrite par les lois civiles de cette Province.

Voici le texte de la loi sur cette matière, que vous me permettrez de vous lire :

Statuts Refondus du Bas-Canada, chapitre 18, section 8 :

" *Toutes les fois qu'il s'agit d'ériger une nouvelle paroisse, ou d'unir deux ou un plus grand nombre de paroisses, ou de changer ou de modifier les limites, bornes et démarcations de paroisses déjà établies et érigées suivant la loi,—ou lorsque dans aucune paroisse ou mission il est question de construire une église ou chapelle paroissiale ou succursale, sacristie et autres dépendances, ou un cimetière, ou de changer ou réparer ces édifices, ou aucun d'eux—alors, dans tous ces cas, sur la requête de la majorité des habitants francs-tenanciers, du territoire désigné dans la dite requête, intéressés à l'érection, subdivision, démembrement ou réunion de paroisses, ou au changement ou modification des limites ou bornes de paroisses, ou intéressés dans la construction, ou dans tous changements ou réparations de toute église, presbytère et cimetière comme il est dit ci-dessus, la dite requête présentée à l'Evêque catholique du diocèse, où telle érection, démembrement, subdivision ou telle union de paroisse devra avoir lieu, ou dans lequel tels église, sacristie, presbytère ou cimetière, et dépendances, devront être réparés ou érigés,—ou, en cas d'absence de l'Evêque ou de vacance du siège épiscopal, la dite requête présentée à l'administrateur du dit diocèse,—les autorités ecclésiastiques, ou telle personne qu'elles pourront nommer et autoriser aux fins ci-dessus, procéderont selon les lois ecclésiastiques et l'usage du diocèse, au décret définitif d'érection canonique de toute paroisse, division, subdivision ou réunion de paroisses, ou à l'ordre ou décret par lequel il sera statué*

définitivement sur le site et sur la construction d'une nouvelle église ou chapelle paroissiale ou succursale, ou sacristie, ou d'un presbytère ou d'un cimetière, et sur leurs dimensions principales, ou sur leur *changement*, ou sur les *réparations à faire aux dits édifices*, ainsi que le cas pourra être. 2 V. (3) c. 19, s. 2."

Comme vous le voyez, messieurs, le texte est ample et formel : — "*toutes les fois*," "*dans tous les cas*," qu'il s'agit, ou qu'il est question, non-seulement de *construction*, mais même de *changement* ou *réparation*, d'aucun des édifices ou immeubles d'une paroisse, le premier procédé requis par la loi, c'est une *requête de la majorité des habitants francs-tenanciers*.

Cette requête est adressée à l'Evêque, le représentant de l'autorité ecclésiastique, à laquelle appartient la première décision en ces matières, et qui juge souverainement de l'*opportunité* ou de la *non-opportunité* des travaux demandés par la majorité.

Si l'*autorité ecclésiastique* décide dans le sens de l'*opportunité* de ces travaux, les sections 16 et suivantes du même acte pourvoient au mode de leur *exécution*, par l'entremise de l'*autorité civile*. Une deuxième requête, encore de la *majorité* des habitants franc-tenanciers, est présentée aux Commissaires, qui représentent l'*autorité civile*. Voici le texte de la section 16 : —

"Lorsqu'il aura été rendu par l'autorité ecclésiastique un mandement ou décret pour le placement, la construction, le changement ou déplacement, ou la réparation d'une église ou chapelle paroissiale ou succursale, presbytère ou cimetière, ainsi qu'il est dit ci-dessus, la majorité des habitants francs-tenanciers, intéressés dans telle construction ou réparation, *pourra* s'adresser par requête, aux commissaires, pour demander la convocation d'une assemblée des habitants de la paroisse ou mission, à l'effet de procéder à l'élection de trois syndics ou plus, aux fins d'*exécuter* le dit décret ; et alors les commissaires pourront par une ordonnance, permettre la sus-dite assemblée et l'élection demandée, 2 V. (3) c. 29, s. 9."

Ces deux requêtes sont donc différentes et distinctes ; la première, adressée à l'autorité ecclésiastique, pour faire décider de l'*opportunité* des travaux : la seconde, à l'autorité séculière, pour en assurer l'*exécution*.

La première est nécessaire et indispensable, tel qu'indiqué par le texte de la section 8 :— "*toutes les fois,*" "*dans tous les cas.*"

La seconde, au contraire, n'est pas toujours requise, car l'on peut se dispenser, en certains cas, de l'intervention des commissaires, et il suffit pour s'en convaincre de peser le texte de la section 16, bien différent de celui de la section 8, et qui se borne à dire que la majorité des habitants francs-tenanciers pourra s'adresser par requête aux commissaires, etc.

L'autorité des commissaires n'étant requise que pour obliger civilement les paroissiens au paiement des cotisations qui pourraient être nécessaires pour défrayer le coût des travaux, il s'en suit logiquement que, si la fabrique, pour exemple, avait en mains, provenant soit de ses revenus ou de souscriptions volontaires, etc., un montant suffisant, elle pourrait se dispenser de l'intervention des commissaires civils, des syndics, et même de répartition, pour l'exécution de ces travaux.

C'est ce qui résulte très clairement aussi de la 27^e Vic. (1863) cap. 10, sec. 7 :

"Lorsqu'une fabrique aura pris possession d'une église, sacristie, presbytère, ou salle publique, et qu'un de ces édifices aura été construit ou réparé avant ou après l'érection civile de la paroisse, *sans que les habitants francs-tenanciers de la paroisse aient eu recours à l'autorité des commissaires, et à une cotisation forcée, etc.* . . ."

Cette section, telle qu'amendée par la 29^e Vic. (1865) cap. 52, sec. 4, permet aussi à la fabrique de se faire autoriser par les commissaires civils à faire elle-même l'acte de cotisation, et d'en prélever le montant, sans élire de syndics. Dans ce cas, la loi n'exige pas que la requête adressée aux commissaires soit signée par une majorité, il suffit que la fabrique y soit autorisée par une *assemblée* des paroissiens. Mais, il ne faut pas confondre cette dernière requête avec la première dont j'ai parlé, celle prescrite par la section 8 dans les Statuts Refondus.

Voici le texte de cette section du statut de 1865 :

"Lorsqu'une fabrique aura pris possession d'une église, sacristie presbytère, ou salle publique, et qu'un de ces édifices aura été cons

truit ou réparé avant ou après l'érection civile de la paroisse, soit par telle fabrique, soit par des souscriptions volontaires, soit enfin par une cotisation légale, et qu'il sera resté des deniers dus aux constructeurs ou entrepreneurs de tel édifice, ou à celui qui aura prêté ou avancé des deniers pour payer les dépenses de construction ou réparation, en tout ou en partie, ou à l'un ou à l'autre, et que la dite fabrique, ayant fait servir le dit édifice à l'usage pour lequel il aura été construit ou réparé, aura constaté l'impossibilité de payer telles dettes à leur échéance au moyen des revenus dont elle peut disposer, elle pourra s'adresser, après *autorisation* donnée à cet effet par une *assemblée de paroisse* régulièrement convoquée, aux commissaires, pour que les marguilliers de l'œuvre soient autorisés à prélever sur les francs-tenanciers catholiques de la paroisse, la somme nécessaire au paiement des dites dettes, et les dits marguilliers observeront à ce sujet tout ce qui est prescrit par la 22^e section du chapitre 18 des statuts refondus pour le Bas-Canada ; pourvu toujours, que les dits marguilliers, du consentement des dits commissaires, pourront exempter ceux des dits francs-tenanciers qui auront contribué à telle construction ou réparation par des souscriptions volontaires, d'une partie ou de toute la dite cotisation, suivant le montant ainsi payé par les dits francs-tenanciers, déduction faite de toute somme qui pourrait leur avoir été remboursée, à moins que le remboursement de telles souscriptions volontaires n'ait été pourvu autrement."

Je vous ai donc démontré, Messieurs, que la Requête à l'Evêque, émanant de la majorité des habitants francs-tenanciers d'une paroisse, est toujours *nécessaire et indispensable*, d'après la loi civile de cette province, avant même le commencement des travaux de construction, réparation ou changement d'aucun des édifices appartenant à une fabrique.

S'il pouvait vous rester quelque doute dans l'esprit sur la rectitude de l'interprétation que je donne aux textes de loi que je viens de citer, veuillez me permettre de vous faire part de l'opinion de l'Honorable juge Beaudry, dans son livre intitulé "*Code des Curés*," p. 192 :

" Sous notre législation moderne, les *réparations*, de même que les *constructions* DOIVENT être ordonnées *sur la requête de la majorité des paroissiens*, présentée d'abord à l'autorité ecclésiastique, qui doit faire une enquête *de commodo et incommodo* suivant les formes

ordinaires. L'ordonnance de la 31, Geo. III, ch. 6, avait attribué au gouverneur tous les pouvoirs du roi de France à cet égard, soit qu'ils fussent exercés par le roi, par l'intendant ou autres fonctionnaires, et tous ces pouvoirs ont été délégués aux commissaires par l'ordonnance de la 2e Vic., en autant qu'ils sont compatibles avec les règles établies par cette dernière loi qui assimile les procédures, lorsqu'il s'agit de *réparations*, à celles requises lorsqu'il s'agit de *constructions nouvelles*."

Deux autres opinions que personne, sûrement, ne suspectera entâchées de gallicanisme, — M. Pagnuelo, aux pages 283 et 284 de ses *Etudes sur la liberté religieuse au Canada*, dit :—

" Est-ce à dire que les paroissiens pourront être forcés, par la loi civile, de contribuer à l'acquisition d'immeubles, ou à la construction des édifices religieux, sans que la loi civile puisse y apporter la *condition du consentement des habitants*, COMME ELLE LE FAIT AUJOURD'HUI : ou, que l'autorité religieuse puisse priver des églises paroissiales de l'administration de leurs biens par les fabriques ?

" Le clergé n'a jamais, que nous sachions, exprimé aucun désir dans ce sens, et nous trouvons le contraire consigné dans des documents irrécusables. — " Que vous soyez *consultés*, dit Mgr Lartigue, " et qu'on requière *votre consentement*, quand il s'agit de vous taxer " pour le culte divin, pour des constructions ou *réparations* d'églises, " presbytères, etc., *cela est juste, parceque personne n'a le droit de* " *vous dépouiller forcément de votre propriété* ; et l'Ordonnance de " 1791 y a suffisamment pourvu, etc."

COMMENT ON A OBSERVÉ LA LOI A SOREL.

Maintenant, ai-je besoin, m'adressant aux paroissiens de Sorel, qui connaissent ce qui s'est passé ici, d'entrer en preuve pour établir que tous les grands travaux d'amélioration, de réparation, d'agrandissement et d'embellissement de notre église, de notre presbytère, etc., accomplis depuis douze ans, et dont le coût collectif figure pour au-delà de \$20,000 dans le montant de la dette que nous sommes maintenant appelés à capitaliser, ont été entrepris et exécutés par notre fabrique, sans aucune requête préalable d'une *majorité*, ni même d'une *minorité*, des habitants francs-tenanciers de cette paroisse !

LE PRESBYTÈRE.

Je n'ai eu connaissance que d'une seule circonstance où l'on a songé à procéder par une requête de la majorité. Cela est arrivé, il y a trois ans, à propos de l'agrandissement du presbytère. Vous vous rappelez, messieurs, que M. le Curé, après nous avoir entretenus en chaire pendant une couple de dimanches, des raisons qui lui faisaient demander cette amélioration, nous a dit alors qu'une requête de la majorité était nécessaire ; et qu'ensuite, il est allé au domicile des paroissiens francs-tenanciers, demander des signatures pour cette requête.

M. le Curé m'ayant fait l'honneur alors de me demander les raisons de mon refus de signer cette requête, je lui ai dit que, prévoyant que dans un avenir plus ou moins prochain, les besoins spirituels de la population de Sorel, qui souffrait déjà de l'exiguité de l'église actuelle, nécessiteraient absolument la construction d'un autre établissement religieux plus central que celui-ci, j'étais d'avis qu'il valait mieux ménager nos fonds pour faire face à cette éventualité, dans les conditions moins onéreuses possibles pour la paroisse. J'ai ajouté que je pensais que c'était aussi le sentiment général de mes paroissiens.

J'ai tout lieu de croire que je ne m'étais pas trompé, puisque M. le Curé, après n'avoir pu obtenir qu'un nombre très limité de signatures, a abandonné cette requête, dont nous n'avons plus entendu parler !

Cependant, je regrette d'avoir à le constater, messieurs, notre fabrique qui ne pouvait, sous de telles circonstances, ignorer l'hostilité de la paroisse à ce projet, en a entrepris elle-même la réalisation l'année suivante, en faisant construire l'allonge ou l'annexe actuelle de notre presbytère, ce qui a grevé son élastique budget d'un autre \$2,000.

Oh ! ça me fait plaisir, comme à tous mes co-paroissiens sans doute, de voir notre aimable curé si grandement, si superbement, si princièrement logé, dans un presbytère doré, muni de tout ce que l'art moderne a inventé pour rendre la

vie douce ! . . . Seulement, ça me fait peine de constater que, pour obtenir ce résultat, la fabrique de Sorel a dû encore une fois écorcher la loi et le coffre !

LES ÉGOUTS.

Un autre fait : vous vous souvenez que Monseigneur, lors de sa dernière visite, nous a parlé en termes indignés de la taxe spéciale de \$2,000 imposée par le Conseil-de-Ville à la Fabrique, pour sa part de contribution dans le coût l'un égout longeant sa propriété. Eh ! bien, j'ai constaté au bureau même de la Corporation, que cette amélioration avait été accomplie, comme dans les autres quartiers de la ville, sur requêtes de la part des contribuables intéressés, signées entr'autres par M. le Curé, président de la Fabrique. Et des conseillers m'ont affirmé, que sans ce concours de la Fabrique le Conseil n'aurait pas autorisé cette construction. Je présume que Monseigneur ignorait ce détail, lorsqu'il a exprimé des doutes sur la légalité de cet impôt.

L'ORGUE.

Je ne puis non plus entendre les sons harmonieux de notre orgue, sans me rappeler son histoire plus ou moins romanesque. Quand cet instrument a été acheté, on nous a dit qu'on l'avait eu à un bon marché inouï, que c'était une chance exceptionnelle ; et pardessus le marché, qu'il allait se payer tout seul, avec des bazars, loteries, etc. Un grand bazar en effet a été tenu à cette fin, dont la recette, d'après la rumeur du temps, se serait élevée à \$1,000 ou \$1,100. Ce bazar a été suivi d'un grand concert sacré. Maintenant on m'informe, je ne sais pas si on se trompe ou non, que seulement \$500 ayant été payées sur le prix d'achat, il resterait dû une balance de \$2,000 qui figurerait, en *harmonie* avec le reste, sur la grande page du passif de notre fabrique !

COMMENT ON SE PASSE DE LA MAJORITÉ.

Mais, me demanderez-vous, comment se fait-il, si tous ces travaux sont faits *illégalement*, sans une requête préalable de la majorité, que la paroisse puisse être responsable de

dettes ainsi contractées ? C'est ce que je vais maintenant vous expliquer.

Logiquement, des travaux accomplis *illégalement*, par des mandataires outre-passant leur mandat, ne devraient pas produire d'obligation de la part du mandant ; mais il y a une exception à cette règle dans la loi concernant les fabriques. Etant arrivé dans le passé que certains constructeurs ont été victimes de leur bonne foi, en contractant avec certaines fabriques qui avaient négligé les formalités de la loi, le législateur, pour réparer une injustice, a inséré dans le statut une clause spéciale, obligeant la paroisse au paiement des travaux dont la fabrique aurait pris possession.

C'est la section 41, du même chapitre 18, des Statuts Révisés du Bas-Canada, qui se lit comme suit :

“ Le constructeur ou entrepreneur qui a été employé à la construction ou réparation d'une église, presbytère, sacristie, ou d'autres bâtisses ou ouvrages appartenant à une fabrique, *c. construits sans avoir observé les formalités requises par la loi*, aura, contre cette fabrique, *après qu'elle se sera mise en possession des ouvrages ou bâtisses*, son recours pour ce qui pourra lui être dû pour les ouvrages par lui faits ; mais, dans ce cas, la fabrique pourra poursuivre et recouvrer les souscriptions restant dues par les paroissiens, et obliger le syndic ou agent, si aucun a été nommé pour gérer les dits ouvrages, de rendre compte des deniers par lui perçus pour les dits ouvrages, ainsi que de leur emploi, 18 V. c. 112, s. 5.”

Le constructeur ayant son recours contre la fabrique, malgré l'illégalité des actes des marguilliers, l'on comprend qu'il faut bien que la paroisse s'exécute !

C'est comme cela qu'une loi destinée à protéger le constructeur sert, en pratique, à dépouiller les paroissiens de la garantie que leur donne la section 8 !

Les statuts de 1863 et 1865 précités, permettant à la fabrique de se faire autoriser par une *assemblée de paroisse* à cotiser les paroissiens pour payer les constructions dont elle a pris *possession*, ont encore le même effet, en pratique, d'éluder la requête préalable de la *majorité absolue*, qui n'en reste pas moins formellement prescrite par la section 8.

Les pouvoirs généraux qu'ont les assemblées de paroisse, d'autoriser des emprunts et des hypothèques sur les biens de la fabrique, peuvent aussi servir aux mêmes fins.

C'est-à-dire que, avec ces dispositions de la loi, les fabriques peuvent toujours réussir à *imposer* des constructions et des dettes à la paroisse, sans le concours de la *majorité des habitants francs-tenanciers*, qui est pourtant la formalité fondamentale prescrite par cette même loi.

Et je regrette, pour l'honneur général de nos fabriques catholiques, d'être forcé d'avouer que, dans le cours de ma pratique d'avocat, j'ai très souvent constaté de semblables violations de la loi.

Si cette loi est défectueuse ou inopportune, eh ! bien, qu'on l'amende, ou qu'on l'abroge ; mais, tant qu'elle sera *loi*, qu'on la *respecte* !

Certaines fabriques invoquent aussi l'*usage*, la *coutume*, pour se passer de la majorité. Ai-je besoin de vous rappeler cette règle élémentaire de droit :—que tout usage ou coutume, *contraire à la loi*, n'est qu'une série ou une suite d'abus qui ne peut ni abroger ni changer la loi !

Ceci doit être suffisant pour vous satisfaire, Messieurs, que le 3e point de ma motion est aussi bien fondé que les deux précédents, je passe donc aux conclusions.

PROTÊT ET SON UTILITÉ.

Je vous demande d'abord de *protester*. Si vous êtes convaincus, qu'en effet notre dette s'est accrue dans une proportion alarmante et déplorable, comme notre Evêque nous l'a dit ;— si vous êtes convaincus que notre fabrique s'est endettée au-delà de ses moyens et ressources, au point de ne plus même pouvoir solder ses intérêts, comme notre Evêque nous l'a encore dit ;—et si vous êtes convaincus aussi que, pour nous imposer une pareille dette, la fabrique de Sorel a violé la loi et les garanties qu'elle donne à la majorité, comme je viens de vous le prouver, le livre de la loi en mains ;— eh ! bien, Messieurs, il me semble que vous ayiez bien, au moins, le droit de *protester* !

Puis, avisons ensemble aux moyens les plus convenables de

remédier à l'état de chose qui vient d'être exposé, et surtout d'en éviter le retour. Si, comme par le passé, nous restons les bras croisés, apathiques sur nos chaises, nous bornant à soupirer tout bas sur ce qui se passe, eh ! bien, Messieurs, du train que ça marché depuis douze ans, \$2,000 par année, dans cinq ans nous devons encore \$10,000 de plus, et dans dix ans \$20,000, avec des arrérages d'intérêt pardessus le marché. Et, le pis, c'est qu'alors nous aurons mérité notre sort !

LE REMÈDE.

Puisque la fabrique a failli à sa tâche, il nous faut prendre en mains nos affaires ; les marguilliers ne sont que les mandataires de la paroisse, nous pouvons donc leur retirer notre mandat, pour le moment, et agir à leur place. C'est ce que je vous suggère encore de faire par ma motion, en vous proposant la création d'un comité composé d'une trentaine de paroissiens qui représentent le capital, la compétence, l'honnêteté et l'honorabilité de la population de cette importante paroisse.

En vous suggérant de les charger de s'enquérir de notre situation financière, d'examiner les livres, de faire notre bilan, je n'entends pas agir en révolte, ni même en désaccord, avec l'autorité ecclésiastique. Non, messieurs, bien au contraire, si vous lisez attentivement ma motion, vous y verrez, que le comité devra, pour accomplir sa mission, se consulter avec le premier pasteur de ce diocèse. Et, s'il m'est permis d'en juger d'après son langage lors de sa récente visite pastorale au milieu de nous, je suis convaincu qu'en nous présentant à Mgr pour lui demander une réforme dans l'administration de nos affaires de fabrique, nous serons bien accueillis, et que justice nous sera rendue.

Je suis informé par l'un des marguilliers, que Sa Grandeur leur aurait déclaré qu'il n'avait pas encore pu terminer le relevé des livres de notre fabrique qu'il avait entrepris, mais que prochainement, il enverrait le Rvd Chanoine Bernard pour compléter ce travail. Pour ma part, je suis convaincu d'avance que cette tâche, confiée à un homme de la compétence du Rvd. Messire Bernard, dont la population de

Sorel a conservé le plus heureux souvenir, promet toutes les garanties possibles d'exactitude et d'efficacité.

J'ai été, sans doute, très édifié de la petite conférence, sous forme de questions et réponses sur les affaires générales de la fabrique, dont M. le Curé et M. Taillon ont bien voulu faire les frais, il y a quelques instants, devant cette assemblée. Mais, je dois leur dire que, lorsqu'il s'agit de voir clair dans un chaos de \$ 10,000, accumulation de douze années d'administration, je ne suis pas prêt à accepter cette conférence pour lunette. Et je n'ai pas besoin d'ajouter que le relevé de M. Bernard nous sera infiniment plus utile que la susdite conférence !

BONNES INTENTIONS.

Mais, je tiens à être bien compris de vous tous, Messieurs, je n'entends pas dire que je soupçonne même la plus légère irrégularité, au point de vue de la bonne foi et de l'intégrité, dans aucune des affaires de la fabrique dont je viens de vous entretenir. Je suis convaincu, au contraire, que M. le Curé, et tous les marguilliers qui se sont succédés dans le banc-d'œuvre ont, toujours et en toute chose, agi avec la plus entière bonne foi, et la plus scrupuleuse honnêteté. Ce ne sont que des erreurs d'administration que j'ai voulu critiquer. Et si j'insiste sur la nécessité de faire scruter les livres et les papiers de la fabrique par un homme compétent, ce n'est pas dans un autre but, ni avec un autre espoir, que d'arriver par ce moyen à nous rendre compte exactement de la situation au point de vue financier, et à nous mettre en état d'y appliquer le remède judicieusement, toujours, bien entendu, en accord et avec l'approbation de notre Evêque, tel que formulé dans ma motion.

Naturellement, pour remplir sa mission, votre comité aura besoin d'un certain délai ; et je crois que celui de deux mois, que je suggère par ma motion n'est pas exagéré.

Mais, nous dit-on, "il est urgent de prendre une décision, acceptant ou refusant l'offre de capitalisation qui nous est soumise" ;—"en différant, on court le risque de manquer une transaction excessivement avantageuse, etc., etc." !

A tout cela, je réponds qu'il ne faut rien précipiter. Attendons le relevé promis par Monseigneur. — Pourquoi le Crédit foncier, qui nous offre les \$40,000 à 5½ pour cent d'intérêt aujourd'hui, serait-il moins bien disposé dans deux mois ? — Pourquoi aussi ne demanderions-nous pas des soumissions, en annonçant dans les journaux ?

M. le Curé, en nous faisant l'historique de ses négociations avec cette institution, vient de nous informer que ses directeurs lui avaient d'abord demandé six pour cent, mais, qu'après qu'il leur eût déclaré qu'une autre institution lui offrait le même prêt de \$40,000 à cinq pour cent, ces messieurs se sont décidés à réduire leur demande d'intérêt au taux de 5½.

Je ne ferai pas à notre curé l'injure de croire qu'il ait voulu, par cette assertion, tromper la bonne foi de ceux avec qui il négociait au nom de la fabrique de Sorel. Donc cette assertion, qu'une autre institution financière a offert de nous prêter à cinq pour cent, est vraie. Eh ! bien, messieurs, je vous le demande, quelle raison aurions-nous de tant nous presser d'accepter ces \$40,000 du Crédit-Foncier à 5½ pour cent, tandis que le voisin nous l'offre à 5 pour cent ? . . .

Sera-ce donc pour le plaisir de lui faire cadeau de \$200 par année, pendant les trente-cinq ans que doit durer cet emprunt, ce qui formerait une somme additionnelle de \$7,000 ? . . .

Je serais heureux, Messieurs, et vous aussi sans doute, d'entendre une nouvelle conférence sur cette intéressante question ! . . .

CONCLUSION.

Maintenant, je crois avoir accompli ma tâche ; à vous, Messieurs, de remplir la vôtre, en vous prononçant franchement et honnêtement sur la proposition dont j'ai eu l'honneur de vous entretenir. Enregistrez vos voix, sans gêne ni crainte, selon les dictées de votre conscience.

Votre sort est entre vos propres mains. Si vous croyez que le moment est arrivé de demander des réformes dans l'administration des affaires de la fabrique de Sorel, votez pour ma motion. Si, au contraire, vous êtes satisfaits de ce qui s'est passé, et si vous désirez une continuation de la même administration, votez contre ma motion.

RESPECT AU CURÉ.

Avant de reprendre mon siège, afin d'écarter plus sûrement toute cause de malentendu possible sur le sens et le but de mes paroles, (car il n'y aurait rien d'étrange, qu'à défaut d'arguments pour me refuter, l'on cherchât à préjuger la population de Sorel, en me représentant comme un *mangeur de prêtres* !) je désire protester de nouveau de mon profond et sincère respect pour la personne de notre curé.

Quelque dissidence qui puisse exister entre notre curé et nous, sa haute dignité de prêtre, son caractère sacré de ministre de Dieu, doivent nous imposer toujours le plus profond respect et la plus grande déférence.

Nous, catholiques, nous aimons le prêtre ; et c'est tout naturel, puisque nous naissons, nous épousons et nous mourons dans les bras du prêtre.

Pour rien au monde, voudrais-je qu'aucune de mes paroles ou expressions fût interprétée ou comprise comme une attaque personnelle contre notre curé.

Merci, messieurs, de votre bienveillante attention ;—et, AU REVOIR, car nous aurons occasion de nous entretenir encore ensemble des affaires de notre fabrique !... .